ASSEMBLÉE NATIONALE

23 septembre 2016

TERRITOIRES DE MONTAGNE - (N° 4034)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CE286

présenté par
M. Giraud, Mme Dubié et M. Robert

ARTICLE 19

I. – Au début l’alinéa 22, ajouter les mots :

« Sans préjudice de l’alinéa suivant, ».

II. – En conséquence, compléter l’alinéa 23 par les mots :

« ou lorsqu’elle n’est pas prévue dans le plan local d’urbanisme s’il existe. ».

III. – En conséquence, au début de l’alinéa 25, ajouter les mots :

« Sans préjudice de l’alinéa suivant, ».

IV. – En conséquence, compléter l’alinéa 26 par les mots :

« ou lorsqu’elle n’est pas prévue dans le schéma de cohérence territoriale s’il existe. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à prévoir la possibilité de ne pas aboutir à des délais déraisonnables pour les UTN.

Si les UTN doivent être prévues dans les documents d’urbanisme, les stations doivent disposer d’une procédure accélérée pour réaliser une opération qui n’a pas été prévue au SCOT ou au PLU.

Les procédures permettant de prendre en compte un nouveau projet dans un SCOT existant peuvent s’avérer parfois un peu longues (Modification de SCOT, Déclaration de projet et Projet d’intérêt général) : elles prennent au moins 18 mois, à comparer aux 6 mois de la procédure UTN actuellement.

Ce délai pourrait paraître disproportionné compte tenu du fait que les stations ont besoin de s'adapter régulièrement et rapidement aux évolutions des clientèles, de la concurrence, de la technique, du climat, etc.

De même, la modification d'un PLU peut nécessiter 2 ans, délai auquel s'ajoute le délai des recours contre le PLU dont l'expérience montre qu'ils sont nombreux en station de montagne.